

Synthèse régionale

L'économie régionale perd de l'élan en 2014

En 2014, dans un contexte de faible croissance de l'activité, les difficultés sur le marché du travail ont persisté, tant en France qu'en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans la région, l'emploi a fléchi dans la quasi-totalité des secteurs d'activité et le nombre d'allocataires du RSA a continué d'augmenter.

Éric Rubiloni, Philippe Winnicki, Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur

En 2014, l'activité mondiale a légèrement accéléré : la reprise s'est affirmée dans les pays avancés, tandis que la croissance a fléchi dans la plupart des pays émergents. En France, l'économie a cru faiblement, progressant de 0,2 % après + 0,7% en 2013, l'emploi salarié marchand non agricole a reculé et le taux de chômage a continué d'augmenter pour atteindre 10,0 % fin 2014 (+ 0,4 point sur un an) en France métropolitaine.

L'emploi salarié cale en Paca

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié a également reculé de 0,3 % en 2014 (après + 0,4 % en 2013), soit 3 560 emplois en moins sur un an. Les effectifs salariés du secteur tertiaire, principal moteur de l'emploi régional, n'ont que légèrement augmenté (+ 0,1 % sur un an, après + 0,4 % en moyenne entre 2008 et 2013), ce qui, à l'inverse des années précédentes, n'a pas suffi à compenser les pertes enregistrées dans l'industrie (- 0,7 %, soit 1 110 emplois en moins) et la construction (- 2,9 % soit 3 030 emplois de moins). Pour autant, Paca se situe parmi les neuf régions métropolitaines qui ont enregistré le plus faible recul de l'emploi salarié.

Nouvelle année morose pour le marché du travail

En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi a continué d'augmenter en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 28 070 demandeurs d'emploi entre fin 2013 et fin 2014), et a même accéléré au second semestre (+ 16 710 demandeurs). Les actifs de plus de 50 ans et les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an sont les plus touchés comme les années précédentes, tandis que les jeunes ont mieux résisté. En définitive, le taux de chômage localisé a augmenté de 0,5 point

sur un an, dont + 0,4 point au second semestre. Fin 2014, il s'établit à 11,6 % de la population active.

Progression moins soutenue du nombre d'allocataires du RSA

Conséquence de la persistance d'un chômage élevé, le nombre d'allocataires du RSA a continué d'augmenter en 2014, mais moins qu'en 2013 (respectivement + 3,8 % et + 5,2 % en 2013). Fin 2014, 206 000 foyers sont allocataires du RSA en Paca. En comptant les conjoints, enfants et autres personnes à charge, près de 430 000 personnes, soit 8,7 % de la population régionale, vivent dans un foyer allocataire du RSA.

Nouvelle baisse de fréquentation dans les hôtels

Pour la deuxième année consécutive, la fréquentation hôtelière a baissé en Paca (- 1,8 % en 2014, après - 1,7 % en 2013). La clientèle internationale, qui soutenait le tourisme régional depuis 2010, est venue moins nombreuse et la clientèle française a de nouveau été moins présente. Pour autant, la durée moyenne de séjour des touristes a augmenté, et le taux d'occupation des hôtels a renoué avec la hausse. Simultanément, la fréquentation des campings a continué d'augmenter.

Le transport de marchandises mis à mal

En 2014, le trafic de marchandises a poursuivi son repli en Provence-Alpes-Côte d'Azur, quel que soit le mode de transport utilisé. À l'inverse, le transport de passagers a conservé le soutien du tourisme maritime et du trafic aérien international. Par ailleurs, les ventes de véhicules neufs ont légèrement baissé.

Récoltes abondantes et embargo russe ont pesé sur les cours agricoles

Avec un climat favorable, les récoltes de 2014 ont été abondantes pour la majorité des productions agricoles. Cet afflux a déséquilibré dès le début de saison les marchés des fruits d'été, tandis que l'embargo russe, à partir d'août, est venu réduire les débouchés et exacerber la concurrence intra-européenne, notamment en pomme. Les ventes se sont réalisées à des cours bas voire très bas. Les productions animales ont légèrement augmenté pour les bovins et ont un peu reculé pour la filière ovine.

Reprise timide du marché immobilier neuf ; la construction neuve toujours à la peine

Après trois années de baisse consécutive, les ventes de logements neufs ont renoué avec la hausse en 2014. Dans le même temps, les mises en ventes de logements ont continué de baisser, permettant ainsi au stock de logements proposés à la vente de s'ajuster. Côté construction, l'activité reste morose. Le nombre de permis de construire a poursuivi son repli en 2014 et les mises en chantiers de logements ont rechuté. Une reprise émerge toutefois dans la construction de locaux non-résidentiels.

Nouveau recul de la création d'entreprises

Pour la deuxième année consécutive, le nombre d'entreprises créées a baissé en Paca (- 1,1 % en 2014, après - 5,1 % l'année précédente). Cette diminution est majoritairement imputable au recul des créations d'entreprises individuelles (hors micro entrepreneurs). Les défaillances d'entreprises sont pour leur part restées stables. ■

Contexte national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

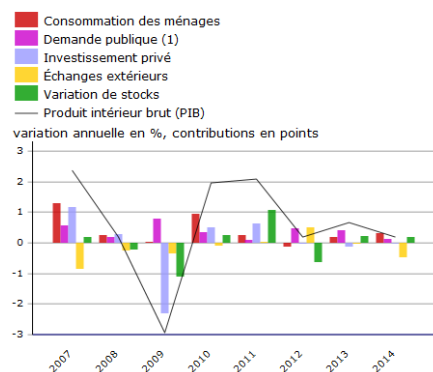
Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013 (*figure 1*).

1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



(1) : y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages

Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (- 6,9 % après + 0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (- 5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (- 1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (- 0,6 %) (*figure 2*).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+ 2,4 % après + 1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+ 3,8 %, après + 1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (- 0,5 point après une contribution neutre en 2013).

2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	En milliards d'euros (volume chaîné)	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
- dépense des ménages	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
- dépense individualisable des administrations	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- entreprises non financières	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
- ménages	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
- administrations publiques	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+ 0,5 % après + 0,7 %), les services non marchands (+ 1,0 % après + 1,2 %) et l'agriculture (+ 8,5 % après - 1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (- 2,1 % après + 2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (- 3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+ 0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (- 0,7 % après + 0,5 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+ 1,1 % après - 0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après + 0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (- 0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+ 0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

Avertissement

Dans le cadrage national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadrage national et le reste du Bilan économique régional.